



Une politique dans le cadre de réintégration de la Russie dans le monde de l'après  
guerre froide

Mémoire de géopolitique  
Du commandant Haris Haryanto

Mars 2005

## INTRODUCTION

La Russie est une grande puissance à plusieurs titres : la superficie de son territoire, sa population, ses ressources naturelles, son potentiel économique, ses armes nucléaires stratégiques et son passé. Certes, elle est en proie à une nombreuse difficulté et à du mal à progresser. Le pays semble désorienté, marginalisé dans un monde dominé par l'autre

« hyper puissance », les Etats-Unis, devenus désormais la seule « puissance globale ». La réinsertion dans le monde, après tant d'années de communisme, les transformations profondes qui s'opèrent et doivent s'opérer dans ses institutions, dans ses structures, dans son adaptation à une économie de marché plus ouverte et dans ses relations avec les pays de l'ex-URSS rendent son avenir à la fois prometteur et incertain.

Par ailleurs, sur les plans géopolitiques et stratégiques, la Russie se trouve au carrefour de plusieurs mondes; occidental, asiatique et musulman. La disparition de l'URSS en 1991 a reposé la question de l'identité de la Russie, mais elle a également conduit les russes et pas seulement eux à repenser la place de la Russie sur l'ensemble du continent eurasiatique. Avec des conditions actuelles « le monde unipolaire » la Russie se retrouve à nouveau contraint de réévaluer sa vision de son environnement immédiat. Selon certaines théories dont l' « Eurasie », la Russie, située à la charnière de l'Europe et de l'Asie, comme le rappelait en 1994 le général Roustkoï, « la Russie constitue le seul point de passage entre l'Asie et l'Europe ». De même, tirant en janvier 1997 le bilan de sa première année à la tête de la diplomatie russe, Evgueni Primakov affirmait : « une puissance comme la Russie, avec ses intérêts considérables en Asie et au Proche-Orient, ne peut se contenter de marcher sur sa seule jambe occidentale ». La diplomatie russe doit donc désormais « marcher sur ses deux jambes », asiatique et occidentale et jouer pleinement de sa position centrale sur l'espace eurasiatique.

Une question revient, quel enjeu doit désormais faire face la Russie est donc de rester, ou plutôt de redevenir, une puissance qui compte dans un monde en transformation et qu'elle souhaite multipolaire?

### Une politique dans le cadre de réintégration de la Russie dans le monde de l'après guerre froide

La Russie dans l'ère soviétique était naturellement et par volonté commune à toutes les parties, exclue des grandes structures économiques et commerciales telles que l'Union Européenne, le G-7 ou l'APEC. La Russie post-soviétique prend conscience des

risques de marginalisation que représente pour elle sa non appartenance de ces structures. Mais elle est plus inquiète encore de voir que les instances qui se mettent en place depuis le début de la décennie 1990 ne cherchent pas réellement à l'intégrer, alors même que ses organisations prennent un poids de plus en plus considérable dans élaboration de la politique mondiale et pourraient constituer de nouveaux blocs.

### 1.1. La coopération dans la promotion de la multipolarité mondiale.

La Russie admet d'autant plus difficilement de ne pas être intégrée dans ces nouvelles structures que celles-ci concernent l'espace eurasiatique. Certes, la Russie a signé un accord avec l'Union Européenne, a été admise dans ce qui est désormais le G-8 mais qui en réalité serait plutôt devenu un G7+1 (et ceci est douloureusement ressenti par Moscou puisque la Russie n'est pas admise a toutes les sessions de cette assemblée des pays les plus riches du monde). De même, et en dépit de nombreuses résistances, elle a fini par être admise, le 26 Novembre 1997, au sein de l'APEC, mais humiliation supplémentaire, dans le même train d'élargissement que le Vietnam et le Pérou.

Parmi les organismes européens auxquels elle participe, force est de constater que l'OSCE, à laquelle elle tenait tant pour assurer la sécurité et la coopération en Europe, n'a plus qu'un rôle marginal. Il est vrai que les Etats-Unis, sortis victorieux de la grande confrontation est-ouest, ne souhaitent pas voir cette organisation du temps de la détente, où aucun pays ne dispose d'une voix prépondérante, prendre un poids trop considérable en Europe car ils eussent été eux-mêmes marginalisés. Washington a ainsi tout fait pour réduire les responsabilités et les activités de l'OSCE, ce avec d'autant moins de difficultés que celle-ci est devenu moins européenne, tout en couvrant le même territoire, en s'élargissant aux républiques ex-soviétiques non européennes : Asie centrale et Caucase. De même, accusent les Russes, les Etats-Unis n'ont rien fait, au contraire, pour revaloriser le rôle de l'ONU et pour exploiter toutes les possibilités nouvelles qu'offrait à l'Organisation mondiale la fin de la guerre froide. Consciente de sa place plus modeste dans le monde, la Russie cherche avant tout à retrouver une place au moins honorable dans un monde multipolaire et son champ d'action privilégié se situe dans

l'immense ensemble continentale eurasiatique. Pour retrouver cette place, et après une phase résolument occidentale, Moscou à l'européanité incertaine, regarde de plus en plus du côté de l'Asie, notamment vers la Chine et l'Inde, pour s'opposer aux projets de construction de monde unipolaire prôné par Washington « conquête de l'Eurasie par Washington ». L'eurasisme, qui permettrait à la Russie de retrouver – à l'Est – son vrai sens géopolitique et culturel, est un thème récurrent dans le débat politique russe. En particulier, la crise identitaire de l'espace post-soviétique a amené le Kremlin à redéfinir les « intérêts fondamentaux de la Fédération de Russie » et ainsi, à s'intéresser aux idées du pôle eurasiatique.

Malgré la complexité de la situation internationale, et l'acuité des défis d'ordre interne qui l'assaillent, la Russie a accru son désir de jouer un rôle important dans le processus décisionnel mondial, au regard de son potentiel économique, de ses capacités de recherche, de son aptitude militaire ainsi que sa position unique sur le continent Eurasiatique. De plus, l'action de la Russie s'inscrit dans une démarche qui ressemble à la configuration de la guerre froide, au moment où le monde était divisé entre les deux grandes puissances américaine et soviétique. En effet le monde d'aujourd'hui est marqué par une super puissance américaine à son apogée, qui crée de facto une situation défavorable pour la Russie dans son ancienne sphère d'influence. La Russie, mise de côté, lutte résolument pour conserver son statut de grande puissance. Sa position de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU, comme sa capacité nucléaire lui confèrent un statut et une capacité, argument supplémentaire pour être pris au sérieux dans cet univers incertain. Ces données sont primordiales pour Moscou, ce qui lui permet de remettre en cause la domination sans partage des américains. En fait, la Russie craint les tendances à l'uniformisation du monde vers une structure unipolaire qui pourrait conduire à une déstabilisation internationale, induire des tensions, relancer la course aux armements, aggraver les conflits entre voisins, et faire dégénérer les rivalités ethniques et religieuses. Pour cela, la Russie souhaite permettre la mise en place d'un système multipolaire dans les relations internationales qui reflèterait la diversité du monde moderne avec ce que cela implique d'intérêts variés et d'approches particulières.

Cette analyse a été partagée par Poutine autant qu'Eltsine dans la conduite commune d'une lutte contre une politique étrangère russe et par le choix de privilégier

des contacts multiples. Eltsine affirmait: « notre but est l'établissement d'un monde multipolaire, et la coopération avec des Etats d'envergure variée et d'options différentes ». Pour Poutine, il s'agit de concrétiser et de finaliser la diversité du monde, notamment par le recours à l'organisation capitale que constitue l'ONU. Dans le cadre des relations internationales multipolaires, la Russie est attachée au développement du monde sur les principes d'une coopération équitable réalisée dans un respect mutuel et d'une approche juridique de tous les acteurs du monde globalisé.

A l'époque de Boris Eltsine, le nouveau gouvernement pro occidental s'est tout d'abord montré sur la défensive face à la région Asie Pacifique et au regard des intérêts russes dans cette zone. Ceci est principalement lié à la priorité que se fixait la Russie de privilégier les relations avec les Etats-Unis et l'Europe et à son souhait de constituer une forme d'alliance avec l'Occident. De plus, il a été observé un changement de la nature des relations de la Russie avec ses anciens partenaires asiatiques comme la Corée du Nord, le Vietnam ou l'Inde et le renouveau de liens avec d'autres nouveaux pays. Moscou s'est vite retrouvée confrontée à l'amère réalité du déclin de son poids international face à l'ouest. Ceci s'est traduit dans sa proclamation officielle fin 1992 de son intention de se lancer dans une diplomatie plus active dans la région Asie Pacifique. Ainsi apparaît l'idée que tous, asiatiques ou russes tireraient parti de l'accroissement mutuel des échanges et notamment de l'expansion de la Russie. Boris Eltsine a d'ailleurs déclaré dans une visite à Séoul en novembre 1992, que « La Russie doit suivre l'esprit de l'emblème qu'est l'aigle bicéphale » regardant autant vers l'est que vers l'ouest.

La politique étrangère russe de 1993, a finalement permis l'instauration de relations équilibrées avec toutes les parties prenantes, les USA, la Chine, le Japon, l'Inde et les autres membres de l'ANSEA. Cette politique met en avant la nécessité de concrétiser les relations avec la Chine et de considérer désormais celle ci comme une réalité géopolitique et économique majeure. Les buts et priorités de la politique étrangère asiatique ont été évoqués officiellement dans le discours de l'ancien ministre des affaires étrangères russe Yevgeny Primakov lors de la réunion des ministres qui a suivi le sommet du 24 juillet 1996 de l'ANSEA. Il a affirmé que, tout d'abord, la Russie est déterminée à établir des relations mutuelles bénéfiques d'échanges avec les pays de la région. En outre, la Russie souhaite préserver sa sécurité sur les frontières orientales. Troisièmement, la

Russie souhaite continuer à créer les conditions les plus favorables au développement économique des régions orientales. Le concept de sécurité nationale, la doctrine militaire et le concept de politique extérieure, documents cadres de la politique étrangère et de sécurité russe adoptés au cours du premier semestre 2000, évoquent tous le désir de reconnaissance internationale de Moscou et sa volonté de reconquête des positions perdues depuis l'éclatement de l'Union soviétique.

La Fédération de la Russie, selon son nouveau ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov, a mené, au cours du premier mandat de Vladimir Poutine (2000-2004), « une politique extérieure pragmatique, principalement subordonnée aux intérêts du développement intérieur et orientée vers un dialogue et une coopération élargis avec le reste du monde ». De fait, considérant ces objectifs comme indissociables de son projet global de consolidation de l'Etat russe, le président Poutine a travaillé résolument à restaurer la crédibilité de son pays sur la scène internationale et à renforcer sa participation dans le jeu mondial. Deux priorités de la politique extérieure russe telle qu'elle a été menée au cours du premier mandat de Vladimir Poutine se sont particulièrement distinguées – rapprochement avec la communauté euro atlantique et approfondissement du partenariat avec elle et renforcement des positions de la Russie dans l'espace ex-soviétique.

Sur les deux fronts à l'issue des mandatures de Boris Eltsine, la Russie ne pouvait que constater la détérioration de ses positions : la crise du Kosovo, les projets américains dans les défenses anti-missiles ou encore le rôle qu'aurait joué l'occident dans la crise économique russe. Lorsque V. Poutine prend les rênes du pouvoir, les relations avec l'OTAN sont gelées suite à l'opération militaire de l'alliance dans les Balkans, sont devenues très tendues avec Washington. Le premier élargissement de l'OTAN qui a accueilli la Pologne, la Hongrie et République Tchèque suivis en 2004 des pays baltes de la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie et de la Slovénie, ainsi que la présence militaire des Etats-Unis dans le Caucase du Sud (en particulier en Georgie, mais aussi en Azerbaïdjan) ont eu un impact négatif sur les relations entre la Russie et l'Occident, ouvrant la voie à un désaccord profond, proche de la confrontation. La Russie considère surtout que les Etats-Unis cherchent à développer encore plus leurs ambitions hégémoniques. (L'OTAN comme un instrument de l'hégémonie américaine). A la vue

de dernière rencontre Bush-Poutine à Bratislava, les relations entre les Etat-Unis et la Russie pourraient être qualifiée que « paix froide ». V. Poutine a aussi exprimée son scepticisme concernant l'élargissement de l'OTAN vers l'est qui n'apporte pas de réponse aux défis actuels.

Tenant compte la détérioration de ses relation avec avec l'occident, l'une des tendance de la politique étrangère russe du second mandat de Vladimir Poutine en 2005 (la politique étrangère « multi vecteur ») est - de développer plus efficacement les relations avec la Chine et d'autres partenaires asiatiques afin de garantir la stabilisation de l'Asie centrale, d'exploiter les ressources énergétiques présentes dans la partie asiatique de son territoire et de promouvoir une stratégie de développement de ses régions extrême-orientales et sibériennes, et de bénéficier comme les pays occidentaux la vitalité économique de l'Asie Pacifique et orientale. Ainsi, lorsque des membres de l'élite dirigeante russe évoquent le besoin pour Moscou de développer une politique asiatique (interne et internationale) digne de ce nom, on peut certes choisir d'y voir des relents de « multipolarisme », qui seraient la conséquence du dépit de la Russie face aux résultats mitigés de son partenariat avec les pays occidentaux. Mais l'on peut aussi l'interpréter comme la prise de conscience par Moscou des risques attachés à une approche négligeant les intérêts de la Russie en Asie (intérêts qui déterminent, eux aussi, ses perspectives de succès dans la réalisation de son ambition de retrouver, un jour, une influence à l'échelle globale).

## 1.2. Un projet d'assurer la sécurité de l'espace eurasiatique.

A la suite de l'éclatement de l'Union soviétique et depuis l'indépendance de la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, et le Tadjikistan c'est à dire l'ensemble de la région de Caucase ont été le théâtre d'instabilités politique, économique et sociale. Les principaux problèmes de sécurité se résument en termes de conflits ethniques, de violence politique, de déclin économique et de compétition géopolitique. Tous ces conflits présentent un potentiel de violence extrêmement élevé. Au Caucase, ces conflits sont devenus des guerres : les conflits d'Abkhasie (1992-1993), et d'Ossétie du sud

(1989-1992) en Géorgie et celui du Nagorno-Karabakh (1988-1994) en Azerbaïdjan, puis le conflit tchéchène (1994-1999). Les critiques américaines sur la guerre en Tchétchénie sont un sujet de friction déjà avéré. C'est au cours de ce dernier conflit que l'opposition entre des attitudes pro-occidentales d'un côté et pro-russes de l'autre côté de la part de protagonistes s'est manifestée avec le plus d'évidence. La recherche d'alliances qui permettraient aux parties belligérantes de garantir leur sécurité a plutôt mené à une militarisation progressive de la région, ce qui s'illustre d'une part par l'approvisionnement en armes de l'Arménie par la Russie et, d'autre part, par le désir de l'Azerbaïdjan d'accueillir des bases de l'OTAN sur son territoire. Le Caucase du sud est devenu l'une des régions du monde où la compétition entre les grandes puissances s'est le plus faite sentir depuis la fin de la guerre froide. La localisation de la région et ses ressources énergétiques ont contribué à cette compétition. Géographiquement, le Caucase du sud se situe sur l'ancienne « route de la soie », une voie de commerce et de communication qui liait l'Europe et l'Asie. C'est de plus le lieu où se rencontrent les cultures turque, persane, slave ainsi que de nombreuses cultures caucasiennes autochtones, en plus des civilisations chrétienne et musulmane. La région se situe à l'intersection historique entre les empires ottoman, perse et russe. Elle est aujourd'hui encore au cœur d'un ensemble de puissances régionales que sont l'Iran, la Russie et la Turquie. A ce constat déjà dense viennent s'ajouter les ressources en pétrole et en gaz naturel du bassin de la mer Caspienne. Les puissances régionales perçoivent les Etats caucasiens à la fois comme des menaces à leur sécurité et comme une opportunité pour y faire valoir leurs intérêts nationaux. La Russie a tenté de conserver le Caucase du sud dans sa sphère d'influence. Dans ce but, elle a essayé d'empêcher les états locaux de mener une politique étrangère trop indépendante et de dissuader des Etats comme les Etats-Unis ou la Turquie – fidèle alliée des Etats-Unis, membre de l'OTAN et traditionnellement rivale de Russie au Caucase - de trop accroître leur présence dans la région.

Dans l'espace ex-soviétique, les hésitations et les incohérences tout au long des années 1990, ont exacerbé la méfiance des Nouveaux Etats Indépendants (NEI) à l'égard de leur ancien « tuteur » comme l'atteste, la constitution du GUAM (Georgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldova) en 1997. Cette association informelle de pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) partageant le désir de résister la Russie « pourrait se

transformer en alliance militaire ». Les états se montrent avant tout désireux de consolider les distances politique et institutionnelle qu'ils ont prises avec Moscou. Elle s'est renforcée en 1999 avec l'adhésion de l'Ouzbékistan, le poids lourd centre asiatique. La même année Tachkent, Tbilissi, et Bakou décident de ne pas reconduire leur participation au Traité de sécurité collective de la CEI. L'Azerbaïdjan et la Géorgie augmentent leur coopération militaire avec la Turquie et plus que jamais, demandent le soutien de l'OTAN pour les aider à préserver leur souveraineté.

D'autre part, on retrouve le reste des Etats de la CEI, que domine la Russie. En guise de réponse au développement de l'influence américaine au Caucase, V.Poutine a encouragé le renforcement de la coopération militaire des Etats de la CEI. Le conflit en Tchétchénie, de même que le discours entourant le radicalisme islamiste et le terrorisme international, lui ont procuré maintes justifications pour donner de la substance au traité de 1992 sur la sécurité collective de la CEI et le transformer en un instrument de sécurité.

L'arrivée de poutine à la présidence de la Russie en 2000 et le déclenchement de la seconde guerre en Tchétchénie ont transformé la donne stratégique au Caucase du sud. L'Azerbaïdjan a montré des signes de coopérations avec le nouveau régime russe en se montrant plus ferme à l'égard des Tchétchènes et en négociant la régularisation des installations militaires russes à Gabala-ce qui lui a permis d'éviter le régime de sanctions russe. La politique étrangère azerbaïdjanaise reste pro-occidentale mais Bakou a suffisamment assoupli sa position pour que l'on parle d'un rapprochement stratégique russo-azerbaïdjanais. Dépositaire d'importantes réserves de gaz et de pétrole dans la mer caspienne, l'Azerbaïdjan dispose de moyens lui permettant d'accommoder à la fois les occidentaux et la Russie.

La Russie, dans ses efforts pour démontrer son utilité stratégique auprès de ses partenaires de la communauté euro atlantique, s'est appuyée sur une valorisation de ses contributions possibles à la sécurité internationale face aux menaces globales. Le Kremlin a vu dans les attentats aux Etats-Unis en Septembre 2001 une opportunité sans précédent de faire enfin entendre aux pays occidentaux son argumentaire sur les atouts spécifiques que lui offre sa situation géographique et géopolitique, dans une zone particulièrement sensible de point de vue des enjeux de sécurité mis en exergue par cet événement (terrorisme, extrémismes politique et religieux, criminalité organisé, risques des conflits

locaux , etc). Moscou, se posant en partenaire « nécessaire » pour pénétrer et éradiquer les réseaux criminels et terroristes transnationaux qui opèrent à ses frontières, met en avant l'expertise étoffée et les ressources en renseignement que ses « circonstances géographiques » l'ont conduite à développer sur des régions intéressant directement la communauté internationale (de l'Afghanistan à nombre d'Etats du Moyen-Orient et d'Asie en passant par l'espace ex-soviétique).

Ensuite la Russie semblait plus ouverte à une forme de mutualisation des efforts face au développement des insécurités, parce qu'elle reconnaissait sa difficulté à atteindre cet objectif avec ses seuls moyens et ceux des pays de la CEI. C'est ce que laissait entendre, notamment, le développement des coopérations avec la Chine au sein de l'Organisation Coopération de Shanghai, dont les activités sont de manière croissante orientées vers la lutte contre le terroriste, l'extrémisme politique et religieux, la sécurisation des frontières, la lutte contre les trafics de drogue et les trafics illicites.

L'émergence de l'extrémisme islamique et la violence dans la région caucasienne nord et l'Asie centrale posaient déjà des difficultés pour la sécurité russe. La mise en lumière récente des liens avec des organisations de l'Afghanistan, du Pakistan et d'autres pays musulmans risquerait de poser des problèmes graves aux Russes. Les Russes sont également inquiets de l'intensification des activités de la criminalité organisée transfrontalière et des organisations terroristes internationales, mais surtout des tendances séparatistes des régions caucasiennes du nord. En Extrême-Orient ils considèrent que les menaces contre la sécurité nationale et les intérêts vitaux au niveau des frontières sont aussi déterminées par l'expansion économique, démographique, culturelle et religieuse d'états voisins sur le territoire russe, en particulier la Chine. Les dirigeants russes sont également préoccupés par l'écart démographique croissant, notamment dans la région de Sibérie orientale (estimation de 121 millions de Russes en 2050 (dépopulation), contre de 1,6 milliard de Chinois en 2050). En effet Moscou craint l'immigration clandestine chinoise qui pourrait s'élever à un million de personnes annuellement ! Cette « menace » est prise très au sérieux du côté russe (perception d'« envahissement » - dans la frontière d'extrême-orient russe de Vladivostok en Pacifique jusqu'à frontière de Mongolie, 7.5 millions de Russes voient 144 (20 fois) millions de Chinois, simplement séparés par la frontière). Ainsi la Russie se sent menacée, même si elle a signé avec le 16 juillet 2001,

un « traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération » qui se voulait la concrétisation du « partenariat stratégique » progressivement mis en place entre les deux pays depuis le milieu des années 1990.

Dix ans après la fin de la guerre froide, il pouvait apparaître comme la résurgence d'un « bloc de l'Est » essentiellement défini par son opposition au « camp occidental ». Toutefois, nous verrons que les divergences qui subsistent sur nombre de sujets, tant au niveau des relations bilatérales qu'à celui de l'analyse de la situation stratégique, limitent fortement la portée de cet accord et la constante historique des relations entre les deux pays semble bien être celle d'une méfiance réciproque toujours présente.

La garantie de sécurité est un aspect important, mais la problématique de sécurité est aussi très compliquée, surtout dans les pays CEI. Les récents changements politiques survenus en Ukraine et en Géorgie forcent la Russie à ouvrir plus activement dans ce domaine. Elle a ainsi pu établir un certain nombre de résultats positifs :

- La Russie a obtenu la garantie de l'octroi à l'Organisation du Traité sur la sécurité collective du statut d'observateur à l'Assemblée Générale de l'ONU. L'OTSC, à la suite de la CEI, de la CEEurAs et de l'OCS, est devenue une structure internationale universellement reconnue. Ce ci a renforcé la coopération de la Russie avec les Etats de l'Asie Centrale. La Russie a adhéré à l'Organisation « Coopération Centrasiatique (CCA)».
- Elle a signé avec le Tadjikistan l'accord qui donne le statut de base militaire à la 201eme division d'infanterie russe. Ajoutée à la base aérienne en Kirghizie, elle constitue un apport réel à la garantie de la composante défensive et antiterroriste de l'OTSC. La Russie a également ratifié des accords avec l'Ukraine sur la frontière entre les deux états et sur l'utilisation commune de la mer d'Ozov et du détroit de Kertch qui ouvrent la voie à la coopération dans le domaine de la navigation, de la pêche et de la protection de l'environnement. La Russie a joué le rôle d'intermédiaire dans la prévention de l'escalade des conflits entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud.
- La Russie a joué un rôle majeur dans l'union des efforts de la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme. A la suite de la tragédie de Beslan, le Conseil Sécurité de l'ONU a adopté, à l'initiative de la Russie, la

résolution 1566, qui renforce considérablement la base du droit international dans la lutte contre le terrorisme y compris la liquidation de son infrastructure et de ses sources de financement, ainsi que l'obligation de livrer les terroristes à la justice.

- Sur la base du projet russe, est mis au point et adaptée la résolution 1540 du CS de l'Onu sur la non-prolifération d'armes de destruction massive. Cette réalisation est appelée à dresser une barrière fiable contre la diffusion des ADM, de leurs composantes et des moyens de leur acheminement entre les mains de terroristes internationaux.

- Au cours de la visite du Président V. Poutine en Chine en Octobre 2004, Russe et Chinois ont signé des accords portant sur l'élimination de la frontière russo-chinoise, marquant ainsi le règlement définitif du problème frontalier entre deux pays.

- La Russie a également signé un traité réglant le litige frontalier avec le Kazakhstan, avec lequel la Russie dispose de la plus longue frontière du monde moderne.

### 1.3 La stratégie de développement de l'économie de la Russie asiatique

Jusqu'à présent, la stratégie asiatique et pacifique de la Russie n'a pas fait l'objet d'un remaniement profond depuis la fin de la guerre froide. Ces objectifs visent à rétablir le prestige politique de la Russie dans Région Asie Pacifique(RAP), sans tenir compte de la nécessité préalable de créer une base économique solide, indispensable à l'image internationale du pays. Or le poids stratégique d'un Etat se mesure aujourd'hui moins à son pouvoir militaire et au volume de ses exportations militaro techniques qu'à ses capacités économiques. Pourtant, en insistant sur les développements de ses relations avec la Chine, l'Inde et les anciens partenaires de l'Union soviétique, tels la Mongolie, La Corée du Nord et le Vietnam, la Russie entend avant tout les attirer de son côté dans le jeu global de « partenariat/concurrence/opposition » dans lequel Moscou et Washington sont engagés. Les questions relatives à l'intégration de la Russie dans l'architecture

économique et financière qui se forme actuellement au sein de l'Asie du Nord-est et de RAP restent au second plan.

Le gouvernement russe n'a toujours pas admis le fait que, pour être efficace, la stratégie de développement socio-économique de la Russie ne pouvait être identique dans tous les pays. A elle seule, en effet, la partie européenne de la Fédération de la Russie concentre 80% de la production industrielle et de la population totale du pays. Quant aux territoires de l'Est ils doivent se résoudre au déséquilibre suivant : D'un part disposer d'immenses ressources naturelles sur des territoires géographiquement étirés et difficiles à exploiter, et d'autre part, disposer d'une population peu nombreuse, ce qui se traduit d'un point de vue économique par une faible demande, une épargne limitée et, donc un manque d'investissements. Ainsi les parties européenne et orientale de l'économie russe sont très différentes. La partie européenne se caractérise par un territoire très développé, marqué par une densité assez élevée de la population, par une demande relativement important et par des possibilités d'investissements. Ce territoire est donc mieux préparé à des relations de marché à grande échelle. La partie orientale, en revanche éprouve de grandes difficultés à mettre en place de « pures » relations de marché et des mécanismes de gestion économique. Ainsi et du point de vue de la logique de fonctionnement des mécanismes de marché, les secteurs du transport et de l'énergie ne peuvent être rentables en Russie orientale.

Le consommateur n'a tout simplement pas assez d'argent pour payer le transport et l'énergie à un prix qui permettrait au producteur de rentrer dans ses frais. Si l'on suit un raisonnement de marché, le travail du transport et des systèmes énergétiques doit tout simplement cesser. Cela signifierait pour la Russie l'abandon de l'exploitation de ses territoires d'Extrême-Orient. Pour garantir à l'Extrême-orient une fourniture d'énergie et des services de transport accessibles au secteur privé et au consommateur et compenser dans le même temps les frais engagés pour leur production, il est donc nécessaire de recourir à des dotations gouvernementales ou à des crédits étrangers. Ces derniers seront remboursés indirectement par l'activation du travail du secteur privé russe et du capital étranger. Cela permettra d'assurer le développement global de l'économie régionale, malgré le déficit de l'infrastructure ; lequel déficit sera d'ailleurs, au niveau macro économique, contrebalancé par le raffermissement du secteur privé.

La Russie est un état eurasien, géoéconomiquement et géopolitiquement situé en Europe et en Asie – d’autres termes entre l’UE et les groupes intégrateur naissants dans la RAP. Elle ne peut ignorer cette indéniable « double direction » européenno-asiatique des vecteurs de son développement. La vision de la Russie dans un contexte eurasien offre le fondement méthodologique nécessaire à la définition d’une stratégie de développement équilibré d’un point de vue géoéconomique. Afin de définir correctement la place de la Russie au sein de la RAP, il convient de tenir compte d’une autre dualité ; le fonctionnement à deux vitesses de l’économie russe. Cela implique, premièrement, la nécessité de définir la place de la Russie comme unité prenant part aux processus économiques mondiaux, et, deuxièmement de considérer la Russie comme ensemble de trois composantes essentielles :

- la partie européenne tournée objectivement vers l’Europe et la coopération avec l’UE.
- La Sibérie qui avec ses complexes énergétiques, métallurgiques, et de métiers premiers est également orienté vers l’Ouest et la partie Européenne de la Fédération de Russie, même si les marchés de RAP restent vitaux pour elle.
- L’Extrême-Orient, sans doute plus proche de l’Asie du Nord-est et de la région Asie Pacifique, tant d’un point de vue géopolitique qu’en raison de ses liens économiques.

Cette approche à deux niveaux de l’intégration de la Russie dans la monde contemporain est la seule qui, d’après nous, permette de percevoir correctement sa double dimension au sein de la RAP, un dimension économique globale et une dimension économique régionale. La partie européenne de l’économie russe, ainsi qu’une grande partie de la Sibérie, sont représentées dans la RAP comme des parties prenantes de l’économie russe globale. Malheureusement, jusqu’à présent le caractère global de l’économie de la Fédération de Russie s’est limité aux marchés du pétrole, du Gaz, de métaux rares et de certains technologies de pointe (équipement pour centrales atomiques, avions, espace, technologies militaires de haute précision et technologies duales). L’économie russe de la Sibérie orientale et d’Extrême-Orient est à l’inverse de la partie européenne de la Fédération de la Russie et de la Sibérie occidentale, perçue au sein de la RAP comme une économique régionale.

La Russie a donc besoin, au sein de la RAP, d'une politique garantissant une interprétation régionale des intérêts russes globaux et une lecture globale des intérêts régionaux des sujets de la Fédération de Russie. La particularité de la situation intégrative dans la région RAP réside dans l'absence d'une structure interétatique semblable à l'UE. L'interaction intégrative des Etats asiatiques se produit en fait à trois niveaux :

- au niveau de forum de l'APEC
- au niveau de groupements intégrateurs sous régionaux existants, comme l'ANSEA, ou en gestation, comme « l'ANSEA + trois » (ANSEA avec la Japon, la Chine et la Corée du Sud)
- au niveau des relations bilatérales, comme par exemple la volonté du Japon et de la Corée du Sud de conclure un accord sur une zone de libre-échange.

Les perspectives de coopération économique russe avec l'Asie du nord-est dépend de la situation politique et économique de la Russie. Néanmoins, dès à présent, et bien qu'en crise malgré la dynamique économique positive de l'année 2000, la Russie conserve d'importantes capacités d'interaction et de développement économique avec les pays de la RAP. Il est dès lors primordial de mettre en place une infrastructure internationale de transport et un système énergétique international de l'Asie du Nord-est, incluant la Sibérie, l'Extrême-Orient, ainsi que la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Cette coopération doit en priorité emprunter les voies suivantes, qui mènent à une profonde interdépendance des économies russe et asiatico pacifique, et qui, grâce à cette interdépendance, pourront garantir à la Russie une place de choix dans la RAP :

- le développement des ressources pétrolières et gazières de l'Extrême-Orient russe et de la Sibérie, et la mise en place dans l'espace de l'Asie du Nord-est d'un réseau d'approvisionnement en gaz et en pétrole, ainsi qu'un réseau électrique qui deviendraient la base de la future intégration économique de la Russie dans l'Asie du Nord-est.
- L'utilisation de la situation géographique et des infrastructures de transport de la Russie en tant que pont naturel entre l'Europe et l'Asie orientale ;
- Un appel régulé et soumis à des quotas de travailleurs étrangers pour exploitation des régions les moins peuplées de Russie orientale ;

- L'Obtention de bénéfices stratégiques à court terme dus à la détention par la Russie d'un potentiel scientifique.

Le développement de l'intégration en Asie du Nord-est avec, en perspective, la création d'une économie et d'un marché communs a également une grande portée politique. Il ouvre de nouvelles approches dans la résolution d'anciens problèmes régionaux, tels le désaccord russo-japonais au sujet « territoire nord », l'opposition sino-taiwanais ou la gestion coréenne.

L'année 2004 a été marquée par la visite officielle en Russie de Roh Moo-Hyun, Président de la République de Corée (les 20-23 septembre 2004). A l'issue de la rencontre russo-coréenne au sommet, a été adoptée la déclaration conjointe, fixant, pour la première fois, que les relations entre la Russie et RC prendraient un caractère de partenariat polyvalent de confiance. La signature de plusieurs accords interétatiques, ainsi que de gros contrats et protocoles commerciaux pour un montant total de près de 4 milliards de dollars, a constaté l'un des événements majeur du sommet. Elles prévoient que le volume des échanges commerciaux entre deux pays pourrait, en 2004, avoisiner pour la première fois 6 milliards de dollars.

La Russie considère le forum de « Coopération Economique en Asie Pacifique – CEAP/APEC » auquel elle participe (à Santiago, Chili) comme la structure multipartite de dialogue et de coopération la plus représentative du point de vue son format et de ses capacités fonctionnelles. Forum qui comprend le 'poids lourds' de la RAP : Les deux Amériques, l'Asie, l'Australie, l'Océanie et de la Russie. Le mécanisme du forum permet non seulement d'influer sur les problèmes de politique des échanges commerciaux régionaux et globaux, mais de contribuer au renforcement de la paix et de sécurité dans la région et, en général, sur la planète. Il est supposé procéder à un échange de vues sur grand nombre de problèmes économiques régionaux. Ce sont les problèmes relatifs de l'avancement du processus de libéralisation du commerce et des investissements dans la région, à l'assistance de la CEAP au round de Doha des négociations à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui seront son 'élément porteur' du soutien de l'adhésion de la Russie à cette organisation. Avec l'ANSEA « véritable noyau des processus d'intégrations régionales en AP », la Russie a fait un sérieux pas sur la voie de

l'approfondissement des relations, et obtenant l'accord de tenir le premier sommet séparé Russie-ANSEA en 2005.

Il est tout à fait logique que, compte tenu du contacte actuel en matière de sécurité, les rencontres personnelles, les entretiens téléphoniques de V. Poutine avec les chefs d'états des pays de la région aient eu pour sujet central l'union des efforts dans la lutte contre le terrorisme international. C'est également ce même thème, qui a été au centre des négociations de S.V. Lavrov avec la plupart des partenaires de cette région, y compris au cours de sa visite au Laos et en Thaïlande. La Russie a conclu avec l'Indonésie l'accord sur la protection de l'information secrète, qui ouvre de nouvelles possibilités pour l'élargissement de la coopération militaro-industrielle, les échanges commerciaux réciproque avec la Thaïlande atteindront cette année le volume de 1 milliard de dollars et croissent régulièrement avec le Singapour et la Malaisie.

L'intensification du dialogue avec l'ANSEA est d'une importance de principe tant du point de vue de la consolidation de ses positions de la Russie en Asie Pacifique que sur le plan de l'utilisation des possibilités de la coopération multilatérale pour résoudre les problèmes du développement économique et social de la Russie, avant tout des régions de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russe. Le sommet russo-aséanien qui marque le début d'une nouvelle étape dans les relations avec l'Association, donnera aux structures étatiques, ainsi qu'à la communauté d'affaires, aux milieux académiques et à tous les milieux intéressés des deux parties une forte impulsion pour le développement ultérieur du partenariat. Aujourd'hui, la vaste région de l'Asie-Pacifique, y compris la Russie, vit dans une étape nouvelle dans son développement, que l'on pourrait qualifier de renaissance tous azimuts – économique, politique, sociale, et culturo-civilisationnelle.

### 1.3. L'économisation de la politique étrangère russe : L'illustration asiatique.

La condition récente de l'Asie, du point de vue de La Russie, offre une chance d'approfondir son intérêt politique et économique, face à la montée de la puissance mondiale de la Chine et de celle régionale de l'Inde, même puissance économique et technologie du Japon. Dont la Russie qui possède des ressources naturelles, des potentielles économiques et aussi des capacités militaro-industrielles réponds les besoins de ces régions de déployer l'influence de la Russie par le vecteur économique et mettre la politique étrangère au service de développement économique de la Russie.

### 2.1. Les relations avec le géant économique japonais.

Les relations de la Russie avec le Japon ne sont aujourd'hui pas mauvaises. Aucune divergence stratégique profonde ne les oppose et au niveau économique une véritable complémentarité existe, particulièrement en ce qui concerne les questions énergétiques et le développement de l'extrême-orient. Du temps de l'URSS, les relations entre Moscou et Tokyo ont toujours été difficiles. Les raisons invoquées étaient nombreuses, mais elles tournaient inévitablement autour des contentieux historiques et de la guerre froide. Il est vrai qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, Moscou n'avait cessé de faire pression sur le Japon pour qu'il renonce à toute colonisation vers le Nord, tant vers les Kouriles que vers Sakhaline. De son côté, Tokyo avait toujours considéré qu'il s'agissait là d'une région qui lui revenait tout « naturellement ». En 1875, il avait obtenu la totalité des Kouriles et, en 1905, à la suite de la guerre russo-japonaise, la moitié sud de Sakhaline. Cette période de lutte d'influence entre deux empires, a laissé dans les deux nations d'amers souvenirs qui, aujourd'hui encore, demeurent bien vivants.

Pendant la guerre froide, l'URSS ne pouvait évidemment pas s'entendre avec un Japon devenu une base avancée des Etats-Unis en Extrême-orient. La division entre Est et Ouest opposait inéluctablement l'URSS au Japon, les Etats-Unis veillant jalousement à ce que ce dernier ne profite pas de la détente pour régler ses contentieux avec Moscou. Le litige russo-japonais relatif aux Kouriles du sud et cette politique américaine expliquent qu'aucun traité n'ait été signé entre l'URSS et le Japon depuis 1945. Depuis 1991, la guerre froide n'est plus à l'ordre du jour, mais l'hostilité séculaire entre les deux peuples n'a pas complètement disparu. Le Japon est devenu voisin d'une Russie riche en

ressources énergétiques qui a besoin de l'Occident et notamment du Japon, « avec sa puissance économique et technologie » l'une des seules puissances disposant des capitaux indispensables au développement de ces ressources.

Les représentants du secteur extrême-oriental de la Russie semblent faire preuve, ainsi que certains stratèges du ministère de la défense, d'une certaine suspicion à l'égard d'un voisin chinois dont la proximité géographique et le dynamisme économique et démographique réveillent des craintes anciennes, et se montrent donc plus favorables au développement des relations avec la puissance économique japonaise. Ainsi, en 1997, la Russie a décidé de procéder à un rééquilibrage de sa politique asiatique, moins exclusivement tournée vers Pékin. Le bouleversement de la situation stratégique régionale, avec la disparition du contrepoids soviétique, autorise désormais la montée en puissance d'une Chine idéologiquement repliée sur elle-même et de plus en plus perçue comme une menace, au moins potentielle, en Asie. La « menace chinoise », réelle ou perçue, joue ainsi en faveur du développement du dialogue entre la Russie et le Japon, y compris sur les questions de sécurité. En effet, dans ces conditions, Tokyo ne verrait pas d'un mauvais œil la résurgence d'une puissance russe mieux intégrée au système mondial en tant que facteur d'équilibre régional. Ainsi, le Premier Ministre japonais Hashimoto déclarait-il, en 1997 : « La Russie est une grande puissance qui a un rôle à jouer en Asie ».

Depuis le début des années 1990, l'ex-URSS n'est plus présentée comme une menace militaire. Au contraire, le Japon va même jusqu'à considérer qu'il partage avec la Russie postcommuniste des « valeurs démocratiques et libérales communes ». Dès 1993 la menace russe, réévaluée à la baisse, a été remplacée au premier rang par la menace nord-coréenne et, dans une moindre mesure, par celle plus diffuse que fait peser sur l'environnement immédiat de l'archipel la montée en puissance de la république populaire de Chine. Alors, le Japon semble avoir admis le caractère inéluctable à terme, et souhaitable, de la croissance des relations économiques avec la Russie, particulièrement dans sa partie extrême-orientale.

La difficile question des îles Kouriles, qui est loin d'être réglée aujourd'hui, se situe au premier rang des sujets de rancoeurs et représente bien un enjeu politique, stratégique et symbolique considérable pour les deux pays. La déclaration russo-japonais signé en

octobre 1956 premièrement, a mis fin à l'état de guerre, deuxièmement, a rétabli les relations diplomatiques entre les deux pays et, enfin prévoyait la poursuite des négociations du traité de paix. L'article 9 de la déclaration stipule que l'Union soviétique « consent à transmettre au Japon des îles de Habomai et de Shikotan, cependant, les îles seront transmises de fait après la conclusion du traité de paix ». La partie russe a plusieurs fois reconnu l'existence du problème de la conclusion du traité de paix avec le Japon.

Il est vrai que pour la Russie, la perte de ces territoires peu peuplés et peu accueillants pourrait sembler de peu d'importance. Mais en exerçant sa souveraineté sur les quatre îles contestées, la Russie contrôle tous les accès à la mer d'Okhotsk pour en faire « un lac russe ». Or, cette mer représente l'une des zones privilégiées de patrouille des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Ouvrir une porte d'accès à ce « lac » constituerait pour Moscou la perte d'un avantage stratégique, à un moment où le traité START 2 (Traité SORT actuellement) risque de mettre encore un peu plus à mal le prestige de la Russie et ce qui lui reste de puissance militaro stratégique. Il convient par ailleurs d'avoir à l'esprit, outre l'attrait d'une zone de pêche très poissonneuse et la proximité de l'Alaska, à 17 Km, le fait que leurs détroits constituent une voie de passage privilégiée des navires et sous-marins venant de la mer d'Okhotsk, ceux d'Iekaterina et de Fritz étant libres de glace toute l'année.

D'autre part, face aux bases américaines d'Okinawa, Yokohama et des Aléoutiennes, les Soviétiques avaient positionné en Extrême-Orient des troupes en nombre considérable, évaluées en 1989 à 326.000 hommes sur la façade Pacifique (avec une flotte de plus de 800 unités dont 55 sous-marins nucléaires) et à 271.000 hommes sur la frontière sino-mongole. Certes, pour faciliter la reprise du dialogue, l'URSS avait annoncé le retrait de 200.000 hommes pour 1991 et le départ de tous les soldats stationnés en Mongolie en 1992. Toutefois, ces retraits ont été compensés par une modernisation des équipements. L'accès de ses ports traditionnels, Sébastopol et Kaliningrad, étant rendus difficiles du fait de l'éclatement de l'URSS, l'Etat-major russe a reporté une partie de ses efforts, et ses meilleures unités, sur la façade Pacifique. Ainsi, Petropavlovsk-Kamtchatski, associé au grand chantier naval militaire de Vilioutchinsk,

s'est ainsi vu confirmé dans le rôle de deuxième grande base stratégique, avec notamment les sous-marins nucléaires d'attaque.

Tokyo et Moscou peuvent ainsi partager une « vision stratégique commune », qui s'est notamment traduite par un soutien réciproque sur la scène internationale, ainsi que par le développement des échanges dans le domaine de la défense. Concernant la sécurité, Moscou, par la voix du ministre de la Défense Igor Radionov, s'est notamment prononcé sans ambiguïté en faveur de la réactualisation en 1997 de l'accord de sécurité nippo américain, dont la dimension potentiellement « anti-chinoise » est au contraire dénoncée par Pékin. Sur la scène internationale, Moscou soutient également la volonté de Tokyo d'obtenir le statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, alors que Pékin, là encore, n'est pas favorable à l'apparition d'une puissance politique concurrente en Asie. De son côté, le Japon a soutenu l'intégration de la Russie au G7, ainsi que son adhésion à l'APEC, effective en 1998.

Dès 1996, le premier ministre japonais Hashimoto Ryutaro a choisi d'en accélérer l'évolution en bousculant les immobilismes prompts à se manifester à Tokyo. Tout au long de l'année, le dialogue s'est approfondi sur les termes de « confiance, intérêt mutuel et vision à long terme ». Dans ce contexte, si l'objectif à long terme restait la normalisation des relations bilatérales marquée par la signature d'un traité de paix après résolution de la question des îles Kouriles, le développement de la coopération dans les domaines politique, économique et stratégique devait toutefois être poursuivi simultanément.

Cette attitude plus volontariste, favorable à un véritable rapprochement entre la Russie et le Japon, a abouti aux deux rencontres « privées » entre le président Boris Eltsine et le Premier ministre Hashimoto Ryutaro à Krasnoïarsk au mois de novembre 1997, puis à Kawana au mois d'avril 1998. Il est par ailleurs significatif que celle de Krasnoïarsk ait coïncidé avec la visite du président chinois Jiang Zemin aux Etats-Unis. Ni Tokyo, ni Moscou ne peuvent en effet considérer d'un œil totalement serein la montée en puissance de la République Populaire de Chine et la constitution de ce qui peut apparaître comme un nouvel axe Pékin-Washington.

Le volet économique des relations nippo-russes est évidemment celui qui, pour la partie russe, semble offrir le plus d'intérêt alors que Moscou éprouve des difficultés considérables, qui ne sont d'ailleurs pas nouvelles, à soutenir le développement, et même la survie, de ses territoires les plus éloignés. Pour la partie du gouvernement japonais pour une zone géographiquement proche et riche en ressources énergétiques accompagne par ailleurs une dynamique locale d'accroissement des échanges qui, depuis le début des années 90, contribue à asseoir la base d'une collaboration plus importante pouvant intéresser à terme les très grandes sociétés. Aux frontières de l'économie et du stratégique, le Japon cherche à se libérer d'une trop grande dépendance énergétique à l'égard des pays du Golfe.

Le renforcement de la coopération économique entre Tokyo et Moscou prévoit un développement des investissements et un « approfondissement du dialogue » dans le domaine énergétique, ainsi qu'un volet « formation » des cadres russes pour lesquels Tokyo souhaite mettre en place un programme spécifique sur le modèle de développement japonais souvent opposé au modèle ultra-libéral présenté par les Etats-Unis. La Russie s'est également déclarée très intéressée par les projets de reconversion des industries militaires, projets qui contribuent par ailleurs à renforcer l'image de puissance « pacifique » que le Japon souhaite donner sur la scène internationale.

En juin 2004 viennent de se terminer les pourparlers entre S. Lavrov, le Ministre des affaires étrangères russe et Madame J. Kawaguti, Ministre des affaires étrangères du Japon, qui se trouve en visite à Moscou, l'ordre du jour comprenait les problèmes clés du développement ultérieur de la coopération russo-japonaise dans le contexte des accords, obtenus entre V. Poutine et J. Koizumi, au cours de la rencontre à Sea Island début juin. Ils ont confirmé la tâche de l'avancement sur toutes les pistes, fixées dans le « Plan d'actions russo-japonais » conclu début 2003, et se sont entendus que le Président V. Poutine visitera le Japon début 2005. Les pourparlers ont aussi été consacrés au tour de problème économique, l'intérêt commun à développer la coopération dans le secteur de l'énergie atomique, dans l'espace, la pêche, les investissements dans les hautes technologies. Ils ont manifesté de l'intérêt réciproque à la création des conditions pour les entrepreneurs d'augmenter les échanges commerciaux, la négociation concernant la conclusion du protocole d'adhésion de la Fédération de la Russie à l'OMC, et les

problèmes du traité de paix, également les problèmes internationaux, en particulier, aux négociations sextipartites (Les deux Corée, la Chine et l'USA) sur le problème nucléaire nord-coréen. Donc on peut dire qu'aujourd'hui, la caractéristique du niveau actuel des relations russo-japonaises comme très bon et possédant de bonnes perspectives.

## 2.2. Le partenariat avec la puissance chinoise émergente.

Au mois de décembre 1999, la Chine et la Russie ont signé une nouvelle déclaration commune « pour un monde multipolaire et la mise en place d'un nouvel ordre international ». Cette déclaration se veut l'approfondissement du « partenariat stratégique » sino – russe progressivement mis en place depuis la fin des années 80. Mikhaïl Gorbatchev en 1989, en passant par le « partenariat constructif pour une relation coopérative de bon voisinage amicale et mutuellement bénéfique » définie en 1994, jusqu'au « partenariat coopératif stratégique fondé sur l'égalité et la confiance et orienté vers XXI ème siècle » de 1996. Au fond, le partenariat stratégique sino – russe pose une nouvelle fois la question de la place accordée à la Russie dans le nouveau système mondial issu de la guerre froide. Il pose également la question de la position des puissances extérieures comme les Etats-Unis bien entendu, mais également l'Europe et le Japon, à l'égard de la Russie, sous peine de voir se reconstituer une logique d'affrontement en deux camps.

Les relations entre la Russie et la Chine sont devenues de plus en plus importantes pour la diplomatie russe. Ainsi, sous la présidence de Boris Eltsine, les dirigeants des deux pays ont établi des relations de partenariat et de coordination stratégique. Ces relations ont été confirmées et légitimées par un traité sino-russe, et le 16 juillet 2001, en visite officielle à Moscou, le président Chinois Jiang Zemin signait avec son homologue le président Vladimir Poutine, le « Traité sino-russe d'amitié, de coopération et de bon voisinage ». Il s'agit là d'un jalon important dans l'histoire des relations sino-russes. Ce traité résume à lui seul les directives et les principes fondamentaux de ces relations, en vue d'un développement à long terme de relations de bon voisinage et d'une coopération à avantages réciproques entre la Russie et la Chine, sur la base du non-alignement, de la

non agression et dans le respect du principe de ne pas menacer un pays tiers. Ce traité a arrêté, dans un cadre légal, le principe de coexistence pacifique entre les deux peuples, de génération en génération, ce- lui de ne jamais prendre l'autre pour ennemi, ainsi que la ferme volonté des deux parties de se comporter à jamais en bons voisins, en bons amis et en bons partenaires.

Guidées par ces principes, les relations sino-russes ont accompli un grand progrès. Les deux pays ont renforcé leur coopération à avantages réciproques dans divers domaines : politique, économique et commercial. De plus, même la coopération militaire a connu du développement très rapide. Dans cette nouvelle perspective, la Chine et la Russie cherchent à renforcer leur confiance mutuelle sur le plan politique, à consolider la base d'une amitié et d'un bon voisinage, à élargir une coopération mutuellement bénéfique, à accroître la force motrice du développement commun des deux pays, à renforcer les échanges culturels pour resserrer les liens d'amitié entre leur deux peuples, à intensifier leur collaboration stratégique et à œuvrer ensemble pour la paix et le développement international. En tant que grands pays dotés d'une influence majeure dans le monde et membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine et la Russie assument aussi la mission de maintenir la paix et la stabilité mondiale.

Le caractère stratégique de ce partenariat est lié à la convergence de vue qu'ont les deux pays sur les grandes questions internationales et au soutien diplomatique qu'ils s'apportent mutuellement. Il s'appuie sur des principes définis dès 1992, parmi lesquels figure en bonne place la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie, par exemple la question du respect des droits de l'homme, qui pèse sur les rapports entre la Chine et les pays occidentaux, est ici absente. Si la Russie, qui s'abstient, nous l'avons déjà souligné, d'évoquer la question des droits de l'homme, a soutenu les positions chinoises sur Taiwan et le Tibet, la Chine a, quant à elle, soutenu celle de la Russie sur l'élargissement de l'OTAN et sur l'intervention en Tchétchénie. Elle a aussi appuyé la demande de la Russie d'intégrer l'APEC, la coopération économique en Asie Pacifique. En fin les deux pays sont animés et rapprochés par une même crainte d'un monde unipolaire, d'une hégémonie américaine dans les affaires internationales, d'une diminution du rôle des Nations Unis et d'un développement de l'Alliance Atlantique. Leur discours, omniprésent, sur la nécessité de la multipolarité est lié à leur commune volonté

de limiter la puissance des Etats-Unis et de préserver le rôle du conseil de sécurité dont ils sont tous deux membres permanents, ce qui les amène à s'exprimer d'une même voix sur les questions des missions de l'OTAN, de l'Irak, du Kosovo ou du Timor oriental. Ils expriment ainsi à plusieurs reprises, notamment lors de la visite en février 1998 de Li Peng à Moscou, leur inquiétude quant à la politique américaine à l'égard de l'Irak et en décembre 1998, lors des bombardement américano-britannique sur ce pays. Ils condamnent ensemble un recours à la force qui n'a pas été approuvé par le Conseil de sécurité. Au moment de la guerre au Kosovo au printemps 1999, ils adoptent, lors de la visite à Pékin le 11 mai de Victor Tchernomyrdine, représentant spécial de Boris Eltsine en charge du dossier yougoslave, puis lors de celle des 1<sup>er</sup> et 2 juin d'Igor Ivanov, une position commune condamnant les raids aériens de l'OTAN.

Pour promouvoir les relations entre les deux pays, un mécanisme de rencontres réguliers entre chefs d'Etat et de gouvernement a été établi. Les échanges et les visites à tous les échelons se sont aussi multipliés, et les deux parties n'ont pas plus hésité à se soutenir mutuellement dans le but de sauvegarder leur souveraineté nationale, leur indépendance et leur intégrité territoriale. Elles ont aussi réussi, pour l'essentiel à résoudre leurs différends aux domaines économique et commercial. Enfin, la Chine et la Russie ont recouru à une coordination stratégique efficace dans la promotion de la multi polarisation mondiale du maintien de la paix et de la stabilité globale. Pour concrétiser ce traité, le Premier ministre chinois, Zhu Rongji, a effectué au cours de l'année 2001 une visite officielle à Moscou. Sur le plan international, il a pu discuter avec le président Poutine du traité antimissile ABM (Anti-Ballistic Missile) de 1972, que les Etats-Unis souhaitent abandonner afin de mener à bien leur propre projet de déploiement bouclier antimissile (NMD – National Missile Défense) et de (TMD - Théâtre Missile Défense). Les deux dirigeants sont opposés à l'abandon du traité ABM, qu'ils considèrent comme la « pierre angulaire » du système de stabilité mondiale.

Sur le plan économique les deux pays ont décidé d'accroître les échanges entre eux. En 2000, le volume commercial entre les deux pays a dépassé 8 milliards de dollars, alors que ce chiffre était de 4.6 milliards de dollars au premier semestre de l'année 2001. Au cours de la 4ème rencontre des chefs de gouvernement chinois et russe, les deux dirigeants devraient explorer les moyens susceptibles de renforcer la coopération

économique bilatérale et d'accroître leurs échanges dans les secteurs, entre autres, de l'éducation, de la culture, du sport, de la santé, de science et de la technologie, et de la protection de l'environnement. Pendant cette visite, les représentants des deux gouvernements ont signé une série d'accords commerciaux.

Cependant depuis la normalisation des rapports entre la Chine et la Russie, il semble que leurs relations aient connu un développement plus évident dans les domaines politique et stratégique que dans les domaines économiques et commerciaux. Dans le domaine militaire, le commerce des armements – et les transferts de technologie qui l'accompagnent – constitue un élément essentiel de la coopération militaire russo-chinoise et reflète une véritable complémentarité entre les intérêts des deux pays. Pour Moscou, les ventes d'armes à la Chine – comme à d'autres permettent de renforcer la sécurité du pays en maintenant en vie une industrie nationale d'armement. En termes économiques, le poids de cette industrie apparaît comme vital pour des régions entières ; en termes stratégiques, seules les exportations permettent de maintenir un certain niveau de production, de recherche et de développement bénéfique aux forces armées russes. Par ailleurs, nombre d'analystes à Moscou considèrent que si la Russie – qui bénéficie aujourd'hui d'un monopole en matière de fourniture d'armes à la Chine – se retirait du marché chinois, la place serait immédiatement prise par les fournisseurs occidentaux. Sur le plan géopolitique, ces liens ont aussi permis de contrebalancer les échanges Chine/Etats-Unis. Cependant, certains problèmes tels que l'immigration chinoise dans la région d'Extrême-Orient de la Russie et la définition d'une partie de la frontière entre les deux pays risquent de contrarier le développement normal de ces relations. Les deux pays doivent donc continuer de faire des efforts pour éliminer ces obstacles potentiels, afin que les relations sino-russes soient encore plus étroites.

C'est pourquoi, en 2004 les relations du partenariat stratégique russo-chinois ont connu un développement dynamique, et dont la base est le Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre la Russie et la Chine, datant de 2001. L'événement central dans les rapports bilatéraux a été la visite officielle de V. Poutine, président de la Russie, en Chine, qui a ouvert de nouvelles perspectives du développement du partenariat. Les échanges commerciaux russo-chinois ont porté sur de 20 milliards de dollars. Les dirigeants des deux états se sont entendus à augmenter la part des produits

des hautes technologies dans leur commerce bilatéral et à atteindre le volume du commerce réciproque de 60 milliards de dollars.

La coopération de la Russie et de la Chine au sein de l'ONU se sont sensiblement intensifiés. Les positions de la Russie et de la RPC sur les problèmes de principe de l'ordre mondial et sur les problèmes internationaux – comme celui de l'Iran, de l'Afghanistan et sur la situation sur la péninsule Coréenne - coïncident ou sont proches. Les deux pays ont vu continuer le développement de la coopération de deux pays à la conférence sur le désarmement, en particulier, sur les problèmes de la non spatialisation des armes. De même l'interaction dans les affaires régionales, s'est avant tout renforcée notamment au sein l'organisation de coopération de Shanghai (OCS). En fin la Russie et la Chine sont unies dans la résolution de faire, sur la base tant bi – que multilatérale, les pas pratiques ciblés et nécessaires dans la lutte contre le terrorisme internationale et la menace de la drogue. En résumé, les rapports russo-chinois ont à la fois de garantir les intérêts des deux pays et contribué à renforcer la paix, la stabilité et le développement économique tant en Asie Pacifique qu'à l'échelle globale.

### 2.3. Le partenaire indien traditionnel.

Depuis le milieu des années quatre-vingts, et même avant l'effondrement de l'URSS, alors que les dirigeants soviétiques étaient débordés avec les réformes qu'ils avaient déclenchés, l'Inde a perdu son importance en tant que partenaire en Asie. Pour la Russie également, après une difficile période de la transition au moment de l'effondrement de l'URSS, l'Inde est redevenue un pilier de la politique asiatique de la Russie. Mais le chemin n'est pas sans obstacles. Bien que Boris Eltsine se soit rendu en janvier 1993 à New Delhi où il a entre autre signé avec son homologue indien un traité d'amitié et de coopération, une différence entre les traités de 1971 et de 1993 est à noter dans le domaine des dispositions concernant la défense mutuelle. En effet les rapports entre les pays sont toujours difficiles. L'Inde avait subit les conséquences de l'effondrement de l'URSS (diminution et désorganisation des échanges commerciaux) et de l'importance prise par les Etats-Unis dans la politique russe. C'est sous la pression

américaine que Moscou est encore perçu comme un partenaire peu fiable quand elle annule en juillet 1993 un contrat signé par Glavkosmos en raison de ses possibles implications militaires (il faudra trois ans pour qu'un compromis soit finalement trouvé). Pour Boris Eltsine et Andréï Kozyrev, l'Inde n'est pas alors une priorité : la seule visite que le second a faite en tant que ministre à New Delhi est celle de janvier 1993 lorsqu'il y a accompagné le président. Il faut attendre 1994, année marquée par la visite à Moscou du Premier ministre Rao en juin et par celle à New Delhi de son homologue russe Victor Tchernomyrdine, en décembre, pour que la confiance revienne.

La coopération entre les deux pays se développe à nouveau à partir de là. Evgueni Primakov, qui succède en janvier 1996 à Andréï Kozyrev à la tête du ministère des affaires étrangères, se rend deux mois plus tard en Inde et la Russie réitère à la même époque son soutien aux positions indiennes sur le Cachemire et sur la réforme du conseil de sécurité. Ces bonnes relations, qui s'améliorent encore à partir de 1997 (visite en mars à Moscou du premier HD Deve Gowda), ne sont ébranlées ni par les divergences de vues sur le CTBT (traité d'interdiction des essais nucléaires) que New Delhi refuse de signer en 1996, ni par les essais nucléaires faits par l'Inde en mai 1998, essais que Moscou certes condamne, avec modération, excluant toute participation à des sanctions internationales contre ce pays. L'Inde est dans ce domaine le client de la Russie, comme dans le cas de la Chine, une même analyse de l'évolution du système international conforte cette relation. La prise de position du Premier ministre Evgueni Primakov lors de sa visite à New Delhi en décembre 1998 en faveur d'un triangle stratégique Russie-Inde-Chine est révélatrice des ambitions russes. Cet appel qui intervient au lendemain des bombardements américano-britanniques sur l'Irak, condamnés par Moscou comme par Pékin et New Delhi, est une manière de rappeler qu'il existe une forte et large opposition dans le monde aux actions américaines. Il en existe de même lorsque les deux pays condamnent, au moment de la visite à Moscou en mai 1999 du ministre indien des affaires étrangères, Jaswant Singh, peu après celle de Victor Tchernomyrdine à Pékin, les frappes de l'OTAN au Kosovo. Comme dans le cas de la Chine, la coopération militaire confirmée en décembre 1998 et qui aboutit à la plus grande commande jamais passée en octobre 2000 est un élément clef. En octobre 2000, New Delhi a acheté 50 chasseurs ultra perfectionnés Sukhoï- 30 MKI pour un montant évalué à 1,5 milliards de dollars.

L'Inde s'est aussi procuré la licence pour la fabrication dans ses arsenaux de quelques 150 autres avions de ce type. Enfin, en mi-février 01 les premiers documents concernant l'achat par l'Inde du porte-avions amiral Gorchkov et des avions embarqués -Mig 29 K pour un montant total de 2 milliards de dollars devaient être signés. Dans cette situation, le développement de la coopération militaro-technique russo-chinoise et russo-indienne apparaît riche de perspectives. L'union des ressources financières chinoises et des ressources technologiques et scientifiques russes peut potentiellement produire un effet de synergie très important. Les Russes ont déjà offert la coopération dans le projet avion de chasse développé par l'Inde

Dans une perspective plus lointaine, les livraisons d'armements russes et les transferts de technologies militaires à la Chine et en Inde influenceront sur la dynamique de l'équilibre des forces non seulement au plan régional mais aussi à l'échelle globale. Dans le contrat signé en Inde en octobre 2000, contre la pression des Etats-Unis, la Russie a notamment consenti à fournir du combustible nucléaire pour ses réacteurs nucléaires et également pendant la revue de la flotte internationale à Bombay le 17-19 février. Une délégation navale russe de haut niveau, présente à cette manifestation de prestige, aurait conclu un accord portant sur la location d'un sous-marin nucléaire à l'Inde et les livraisons de sous-marins du type Kilo équipés non seulement d'armement anti-navires et anti-sous-marins, mais aussi de missiles de croisière capables d'effectuer des frappes de haute précision sur des cibles terrestres.

Ensuite, le fait même que trois des plus puissants pays du monde, n'appartenant pas à la civilisation occidentale et ne faisant pas partie des structures militaro-politique nord atlantique, conservent et augmentent l'unité génétique, établie dès les années cinquante et soixante, de leur base militaire et militaro-technique, est important pour la politique asiatique de la Russie. Dans la première décennie de ce siècle, les avions de chasses Su 30 constitueront le cœur de la force de frappe des forces aériennes de la Russie, de la Chine et de l'Inde. Leurs défenses antiaériennes seront basées sur les systèmes S6300PMU-1/-2 (SA-10) et Tor M1 (SA-15). Les forces navales des trois pays seront également très proches au niveau de leur armement. De même, les liens avec l'Inde sont resserrés pour des raisons d'intérêt à la fois mercantile et d'équilibre stratégique en Asie Centrale et face à la Chine, l'Inde étant le deuxième partenaire de

Moscou en ce qui concerne le commerce d'armements, très légèrement derrière Pékin. Signe d'une entente plus profonde, les armements fournis par la Russie à l'Inde sont par ailleurs plus sophistiqués que ceux que la Russie accepte de fournir à l'armée chinoise. Avec l'Inde, Moscou partage en effet des analyses stratégiques très proches, y compris d'ailleurs depuis le 11 septembre 2001, en ce qui concerne les questions terroristes avec les Etats-Unis.

Aujourd'hui, la coopération économique de commerce est transférée au premier plan, dans le cadre d'une relation à trois pour mieux prendre en compte les intérêts réciproques. La Russie, la Chine et l'Inde sont capables de s'apporter mutuellement un assistance immense et de jouer un plus grande rôle dans les procédés d'intégration régionaux en soutenant l'implémentation de grands projets économiques, par exemple dans l'Asie du sud-est, une sous-région où chacun des trois pays a des intérêts géopolitique spécifiques. Un aspect important de la coopération russo-chinois dans l'arène international est l'opposition aux projets américains en vue de la création d'un système de défense de missile antibalistique national (NABM) et d'un système missile de théâtre (TMD) avec le Japon dans l'Asie Nord-est. Moscou et Pékin ont opté pour une position consolidée évaluant l'action des Etats-Unis comme capable de miner le système existant de contrôle des armements et incitant de fait au pouvoir nucléaire l'Inde et Pakistan pour améliorer leur potentiel d'arme nucléaire.

En termes d'index objectifs (population, territoire, ressources, potentiel économique, scientifique technique et militaire), l'Inde tient une position centrale parmi les pays Asiatique du sud. Une caractéristique saillante de la structure géopolitique de la sous région Asiatique du Sud dans l'équilibre entre ses Etats, gravitant objectivement vers l'Inde comme le centre d'attraction. Puisque les pays Asiatique du sud diffèrent radicalement en termes d'échelle et le poids dans les affaires internationales, n'importe quelle tentative par un petit pays de s'opposer à l'« expansionnisme » Indien dans la région est vouée à l'échec. Pakistan, ceci implique pour l'accumulation d'un potentiel militaire qui déséquilibre totalement les rapports de forces dans l'Asie du sud susceptible de réduire à la déstabilisation de la situation politique de la région. De plus la Russie et l'Inde ont signé la déclaration de partenariat stratégique (octobre 2000), la déclaration de Moscou sur la lutte contre le terrorisme international, la déclaration sur la stabilité

stratégique (novembre 2001) et, enfin, la déclaration de Delhi pour l'amélioration du partenariat stratégique entre la Russie et l'Inde. Dans la déclaration signée par le Président Poutine et le Premier Ministre Vajpayee, la Russie a précisé ne pas engager dans une action qui pourrait menacer la sécurité de l'autre partie, de même que dans la sphère de coopération militaro technique avec le troisième pays. Cette provision peut être interprétée non seulement une promesse pour ne pas livrer d'armes au Pakistan, mais aussi comme un marque de solidarité de la Russie avec l'Inde en ce qui concerne ses relations avec Pakistan.

L'événement majeur dans les rapports russo-indiens en 2004 était la visite de V. Poutine en Inde, en décembre dernier, qui a confirmé le cap de la nouvelle administration indienne sur le développement de la coopération constructive avec la Russie, l'intensification du partenariat stratégique russo-indien et du travail sur toute la gamme de la coopération bilatérale polyvalente. La Russie et l'Inde ont poursuivi les contacts actifs dans le cadre de leur politique étrangère, en particulier, lors de rencontres régulières des ministres des affaires étrangères de la Russie et de l'Inde (à Jakarta, New York, Alma Ata), la visite de travail de S.V. Lavrov, Ministre des affaires étrangères de la Russie à New Delhi (Octobre), qui ont contribué à la coordination concertée des efforts des parties sur plusieurs problèmes clé internationaux et régionaux bilatéraux.

## Conclusion

La renaissance de la Russie en tant que puissance influente autonome a été accueillie différemment. Certains pays, intéressés par une Russie stable et prévisible, ont vu dans ce processus de nouvelles possibilités pour le développement de coopération et même de partenariat mutuellement avantageux, pour l'interaction dans l'arène internationale dans le règlement des problèmes globaux et régionaux, la formation d'un « ordre mondial multipolaire ». D'autres, incapables de surmonter l'inertie des approches confrontationnistes anciennes, ont vu dans le renforcement de la Russie un danger pour leurs intérêts et, sans y aller par quatre chemins, ont transposé leur politique à l'égard de l'ex URSS sur la nouvelle Russie démocratique, ignorant obstinément la différence entre elles.

Pour la Russie, l'année 2004 serait l'une des plus fructueuses des 15-20 dernières années du point de vue de l'intensification de la participation de la Russie aux affaires de l'Asie-Pacifique (AP), où elle a eu et aura toujours de profonds intérêts politique et économiques. Le sens principal du positionnement énergétique de la Russie en Asie consiste à créer sur ses frontières est, et en Orient en général, les conditions extérieures favorables pour garantir la sécurité du pays et son développement socio-économique, avant tout dans la région de la Sibérie et de l'Extrême-Orient. La situation géographique unique de la Russie dicte le besoin de mener une politique étrangère « multi vecteur », dont le sens est de prendre un appui ferme sur ses deux pieds à « l'Ouest et à l'Est ». La tendance objective au « multipolaire et au multipartite », qui s'est surtout manifestée en « Asie Pacifique », coïncide avec sa compréhension de la piste magistrale du développement international et contribue grandement à l'assise de la Russie en Asie en tant qu'un des 'acteurs' constructifs clé, agissant sur la base de l'égalité et du respect mutuel et, certes, de la prise en compte des particularités des processus asiatiques dans les conditions de la mondialisation. Il faut dire que ses partenaires dans la région ne font pas que saluer cette approche des affaires de l'Asie, mais appellent la Russie à l'intensification ultérieure de sa présence en Asie.

BIBLIOGRAPHIE

- CHAUPRADE Aymeric , Introduction à l'analyse géopolitique, Ellipses, 1999.
- ROMER Jean –Christophe, Géopolitique de la Russie, Economica 1999.
- RADVANYI Jean, La Nouvelle Russie, Armand Colin 2000.
- FACON Isabelle, Le second mandat de Vladimir Poutine : quelles tendances pour la politique extérieure russe, Annuaire Stratégique & Militaire, 2004.
- BAOYUN Yang, Confiance et prudence : la diplomatie chinoise au début du XX<sup>È</sup>me siècle, la revue internationale et stratégique no. 44, 2001-2002.
- MIKHEEV Vassili, Les nouveaux objectifs de la Russie au sein de la région Asie-Pacifique, la revue internationale et stratégique no. 44, 2001-2002.
- NIQUET Valérie, La politique asiatique de la Russie et la réalité du tropisme chinois, cahier Mars.
- NIQUET Valérie, Chine-Russie : Quel partenariat stratégique ?, la revue internationale et stratégique.
- JOLICOEUR Pierre, Stabilité et Sécurité au Caucase du Sud le Césure du 11 septembre 2000.
- TRENIN Dmitri, L'élargissement de l'OTAN vu de Moscou, Politique Etrangère 2/2002.
- LASSERRE Frederic, Permanence et bouleversement en Asie Centrale. L'insertion de « Etrangère Proche » russe dans la dynamique stratégique internationale .
- DE GOLDFIEM Jacques, La Chine, son armée, sa défense, Géopolitique no 67, Revue de l'institut Internationale de Géopolitique, octobre 1999.
- OLLAPALLY Deepa, Indo-Russian Strategic Relations : New Choices and Constraints, India as an Emerging Power.

- BROWN Frank, Looking to the East, Newsweek January 17, 2005.
- YASKINA Galina, Russia-China-India : Prospects for trilateral cooperation, Far Eastern Affaires. Minneapolis : 2003 Vol.31.
- BLAGOV Sergei, Russia's trial balloon leaves Japan, Asia Times, November 17, 2004.
- LO Bobo, The long sunset of strategic partnership : Russia's evolving China policy, International Affaires 80, 2, 2004.

#### SITES INTERNET

- Site Internet de la Ministère des Affaires Etrangères Russe.
- Site Internet de l'ANSEA.
- Site Internet de PIR Center.
- Site Internet de Interfax, Diplomatic Panorama.
- Site Internet de Yahoo Asia.
- Site Internet de Defence News.
- Site Internet de Le Monde Diplomatique.
- Site Internet de Russia Post.
- Site Internet de Center for Strategic and International Studies.

Table des matières

	Page
Introduction	1
<u>Première Partie ; Une politique dans le cadre de réintégration de la Russie dans le monde de l'après guerre froide.</u>	2
1.1. La coopération dans la promotion de la multipolarité mondiale	2
1.2. Un projet d'assurer la sécurité de l'espace eurasiatique	6
1.3. La stratégie de développement de l'économie de la Russie asiatique	11
<u>Deuxième Partie ; L'économisation de la politique étrangère russe : L'illustration asiatique.</u>	17
2.1. Les relations avec le géant économique japonais	17
2.2. Le partenariat avec la puissance chinoise émergente	22
2.3. Le partenaire indien traditionnel	26
CONCLUSION	31
BIBLIOGRAPHIE	32
TABLE DES MATIERS	34

